

## ZONE N - NATURELLE ET FORESTIER

Cette zone comprend les secteurs Na, Nb, Nc et Nd qui bénéficient de dispositions particulières aux articles N2, N9, N10 et N11

### SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION DU SOL

#### ARTICLE N 1 -TYPES D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL INTERDITS

Sous réserve des dispositions de l'article N 2 :

Sont interdites les constructions et installations de toute nature.

#### ARTICLE N 2 -TYPES D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL AUTORISES SOUS CONDITIONS SPÉCIALES

Sont autorisés :

- Les édicules et éléments de mobilier nécessaires à la mise en place de lieux de promenade et de l'extension limitée des bâtiments existants nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière.
- Les installations techniques, constructions et dépôts nécessaires au fonctionnement de service public ferroviaire et les équipements publics liés à la voirie et aux réseaux divers.

#### **Secteur Na**

Sont autorisés :

- Les équipements publics ou d'intérêt général
- L'aménagement des bâtiments existants pour une utilisation à des fins d'activité ou de services. Les transformations doivent permettre une adaptation mais en aucun cas aboutir à une extension ou à une reconstruction après démolition des bâtiments existants.

#### **Secteur Nb**

Sont autorisés les constructions, installations et équipements nécessaires à l'exploitation, la protection et l'entretien du point de captage d'eau.

#### **Secteur Nc**

Sont autorisées les constructions directement liées et nécessaires à l'exploitation agricole.

## **Secteur Nd**

Sont autorisés :

- Les abris de jardin et constructions de plein air destinés à la création de jardins familiaux. La surface de plancher des abris de jardin est limitée à 6m<sup>2</sup>.
- Les aires de stationnement liées aux jardins familiaux.

## **PROTECTION, RISQUES ET NUISANCES**

### **Axes de ruissellement**

Dans les secteurs agricoles ou naturels éloignés de l'urbanisation ou destinés à être maintenus en dehors de toute extension de l'urbanisation, et dans lesquels le ruissellement se concentre dans un talweg, sur une distance de 10 m de part et d'autre du talweg (bande de 20 m de large), est interdit toute construction, remblai ou clôture susceptible de faire obstacle à l'écoulement. Font toutefois exception à cette interdiction, les constructions d'intérêt général, les extensions limitées de bâtiments existant et les bâtiments agricoles de type hangar s'ils préservent la libre circulation des écoulements et s'ils ne sont pas exposés à des dommages en cas d'inondation ;

Dans les secteurs où le ruissellement se concentre sur des infrastructures ou des voies sur une distance de 10 m de part et d'autre du bord de la voie, sont interdites toutes les ouvertures (notamment les soupiraux et les portes de garage) en façade sur la voie et situées sous le niveau susceptible d'être atteint par les écoulements. Une surélévation minimale de 0,50 m par rapport au niveau de l'infrastructure peut être généralement suffisante ;

Dans les secteurs urbains ou situés à proximité de l'agglomération et dans lesquels l'écoulement se produit dans un talweg, sur une distance de 5 m de part et d'autre de l'axe d'écoulement, sont interdits toutes les constructions ainsi que tous les remblais et les clôtures susceptibles d'aggraver le risque ailleurs.

Font exception à cette interdiction :

-Les extensions de moins de 30m<sup>2</sup> de surface de plancher si les précautions nécessaires sont prises pour ne pas exposer la construction à des dommages et ne pas détourner le ruissellement vers d'autres constructions situées en aval ou latéralement ;

-Les constructions nouvelles à condition qu'elles bénéficient d'un système de mise hors d'eau, d'un système de gestion et d'évacuation des eaux de ruissellement et qu'elles ne créent pas de nouveaux risques en périphérie ou en aval

### **Isolement acoustique**

L'isolement acoustique des constructions doit être conforme aux dispositions en vigueur relatives aux zones exposées au bruit des aéroports et aux dispositions de l'annexe portant classement des infrastructures de transport du présent plan local d'urbanisme

**Secteurs présentant des risques d'effondrement liés à la présence de terrains alluvionnaires compressibles.**

Le plan des contraintes du sol et du sous-sol matérialise les secteurs géographiques du territoire communal présentant des risques de tassement de terrain liés à la présence de terrains alluvionnaires compressibles. Dans ces secteurs, la réalisation de sous-sol de systèmes d'assainissement individuels ou de puisards n'est pas autorisée sauf si le pétitionnaire démontre l'absence de risques.

Il importe au constructeur de prendre toute disposition pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol autorisées et de se référer à la notice annexée.

Le secteur, localisé sur le plan de zonage par la trame correspondante, est susceptible de contenir des vestiges archéologiques.

Les travaux peuvent être refusés ou n'être accordés que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

## SECTION 2 - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

### ARTICLE N 3 - ACCES ET VOIRIE

Les terrains doivent être desservis par des voies publiques ou privées, dans des conditions répondant à l'importance et à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles à édifier, notamment en ce qui concerne la commodité, la sécurité de la circulation et de accès, ainsi que les moyens d'approche permettant une lutte efficace contre l'incendie.

### ARTICLE N 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

#### ASSAINISSEMENT

##### Eaux usées domestiques

L'assainissement interne des nouveaux projets sera réalisé selon le système séparatif (dissociation de la collecte des eaux usées et des eaux pluviales). Leur raccordement au réseau collectif d'eaux usées devra respecter la réglementation en vigueur.

Si l'assainissement en mode collectif de la construction ou de l'installation n'est pas possible, le système d'assainissement non collectif doit être réalisé conformément à la réglementation en vigueur.

Toutes les constructions génératrices d'eaux usées doivent être raccordées, selon la réglementation en vigueur, au réseau collectif d'eaux usées si celui-ci existe.

##### Eaux usées industrielles et assimilées

Pour l'application du présent article, sont classées dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales.

Conformément à l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, le déversement au réseau public d'assainissement des eaux usées industrielles et assimilées doit faire l'objet d'une autorisation préalable.

Cette autorisation préalable, délivrée sous forme d'un arrêté d'autorisation de déversement, doit être prise par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront emprunté par ces eaux usées autres que domestiques.

L'arrêté d'autorisation fixe, suivant la nature du réseau ou des traitements mis en œuvre, les caractéristiques que doivent présenter ces eaux usées industrielles et assimilées pour être reçues (prétraitement).

L'arrêté d'autorisation de déversement peut s'accompagner de la passation d'une convention spéciale de déversement entre l'industriel concerné, la commune et le SIAH.

Celle-ci permet de définir les modalités techniques, administratives, juridiques voir financières pour le déversement des eaux usées et pluviales dans le réseau public.

### Eaux pluviales

Pour tout nouveau projet (construction ou réhabilitation), le SIAH demande à chaque pétitionnaire une régulation des eaux pluviales à la parcelle puis l'infiltration de celles-ci, si la nature du sol le permet (nécessité de s'assurer des contraintes géotechniques) ou leur restitution au réseau public d'eaux pluviales avec un débit de fuite global maximum de 0,7 Litre/seconde/hectare de parcelle (dans la limite de la faisabilité technique).

L'infiltration est à proscrire dans les zones où figure un risque de tassement de terrain lié à la dissolution du gypse.

Cette gestion des eaux pluviales à la parcelle peut être réalisée selon différentes techniques (stockage de ces eaux pour réutilisation, infiltration au vu de la nature du sol, stockage et restitution au réseau avec respect du débit de vidange, aménagements topographiques doux tels que noues enherbées, fossés, modelés de terrain...)

Afin que l'impact sur la maîtrise des inondations soit positivement durable, il est nécessaire que les techniques de stockage soient pérennes. Pour ce faire, leur fonctionnement doit être optimal et leur entretien facile.

L'une des solutions pour y parvenir est de concevoir des ouvrages à ciel ouvert intégrés à l'aménagement.

Les eaux de ruissellement provenant des parkings extérieurs et voiries des projets d'aménagement pourront subir un prétraitement (débouage et déshuilage) en fonction des risques engendrés sur le milieu récepteur avant rejet dans celui-ci. Ces ouvrages de prétraitement doivent faire l'objet de convention d'entretien.

Toutes précautions doivent être prises afin que les eaux pluviales ne se déversent pas sur les propriétés voisines.

### **ARTICLE N 5 - CARACTERES DES TERRAINS**

Aucune prescription.

## ARTICLE N 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

Les constructions doivent respecter, lorsqu'il existe, le recul indiqué au plan.

Les constructions doivent être édifiées à une distance d'au moins 10 mètres de l'alignement ou de la limite d'emprise des voies privées.

### CAS PARTICULIER

Les règles du présent article ne sont pas applicables :

- aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public ferroviaire et l'exploitation de la voirie et des réseaux publics d'infrastructure (postes de transformation, stations de relevage des eaux, abribus, pylônes...).
- aux modifications, transformations, extensions des bâtiments existants à condition que le retrait existant avant transformation ne soit pas diminué.
- aux abris de jardins familiaux.

## ARTICLE N 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES DU TERRAIN

Aucune prescription

## ARTICLE N 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

La construction de plusieurs bâtiments non contigus sur une même propriété doit respecter la règle suivante :

La distance entre deux bâtiments ne doit pas être inférieure à la hauteur (H) la plus élevée avec un minimum de 6 mètres.

Cette distance peut être réduite à la hauteur (H) du bâtiment le moins élevé avec le même minimum, lorsque celui-ci ne comporte pas sur les façades faisant face à l'autre bâtiment des baies éclairant des pièces d'habitation ou de travail, à l'exclusion des baies dont l'appui est situé à plus de 1,90 mètres au-dessus du plancher.

Les prescriptions du présent article ne sont pas applicables :

- aux ouvrages techniques nécessaires à l'exploitation de la voirie et des réseaux public d'infrastructure (ouvrages des voies de communication ferroviaire, postes de transformation, stations de relevage des eaux, abribus, pylônes...).
- aux modifications, transformations ou extension de bâtiments existants dont l'implantation ne respecte pas les règles de la zone, sous réserve :
  - que les marges d'isolement existantes ne soient pas diminuées.
  - qu'elles ne compromettent pas notablement l'éclairage et l'ensoleillement de pièces d'habitation ou de travail des bâtiments existant sur les terrains voisins.

## ARTICLE N 9 - EMPRISE AU SOL

### Secteur Nc

L'emprise au sol des constructions ne peut dépasser 6 % de la superficie totale du terrain  
Cette disposition ne s'applique pas aux extensions limitées des constructions existante

## ARTICLE N 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

(voir définitions en annexes)

### Secteur Nc

La hauteur (H) des constructions d'habitation ne peut dépasser 4 mètres.

La hauteur (H) des constructions agricoles ne peut excéder 10 mètres.

### Secteur Nd

La hauteur (H) des constructions à usage d'abris de jardin, définie à l'annexe I du présent règlement et mesurée à partir du terrain naturel ne peut excéder 2,50 m.

## ARTICLE N 11 - ASPECT EXTERIEUR

La forme, le volume des constructions, le percement des baies, la couleur et la nature de matériaux doivent être en harmonie avec le milieu environnant et être compatible avec le site et les paysages.

### Secteur Nd

Les parois verticales des abris de jardin seront en bois lasuré.

La couverture de l'abri sera de ton foncé.

## ARTICLE N 12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules et les aires d'évolution des véhicules, correspondant aux besoins des constructions et installations doivent être réalisés en dehors des voie publiques.

Pour y satisfaire, il est exigé de respecter les dispositions de l'annexe II du présent règlement.

## ARTICLE N 13 - ESPACES LIBRES - PLANTATION - ESPACES BOISES

Les constructions, installations ou aménagements doivent être accompagnés de plantation d'arbres de haute tige, fruitiers ou arbres d'essence locale, les structures végétales ainsi réalisées doivent avoir pour objet de les intégrer dans le paysage ou de créer un cadre de vie urbain en harmonie avec leur environnement.